LE COLLECTIF

ÉCHEC à la GUERRE

Les armes nucléaires...
Péril pour l'humanité!

TABLE DES MATIÈRES

Section 1 => INTRODUCTION => p.3

Section 2 => QUELQUES REPÈRES HISTORIQUES => p.5

Section 3 => LES VIVANTS ENVIERONT LES MORTS => p.11

Section 4 => RISQUES ACCRUS ET DISPOSITIFS DE SÉCURITÉ EFFONDRÉS => p.15

Section 5 => QUE PENSER DE TOUT ÇA? => p.18

Section 6 => LE RÔLE DU CANADA => p.22

Section 7 => QUOI FAIRE ? => p.25

Ce fascicule a été produit par le Groupe de travail du Collectif Échec à la guerre pour alimenter la réflexion et stimuler la mobilisation autour d'un important enjeu pour la survie de l'humanité : les armes nucléaires. Ce document ne traite pas de l'énergie nucléaire civile ni des armes à uranium appauvri (UA) radioactif.

Nous remercions :

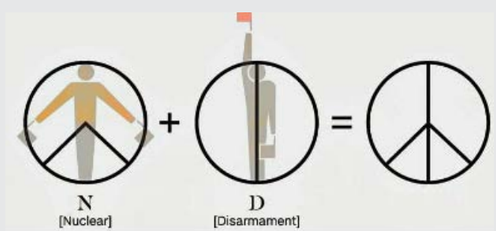
- **Anton Wagner** pour son expertise et ses commentaires en cours de rédaction
- **Jacques Goldstyn (Boris)** pour sa générosité et ses dessins qui nous rappellent qu'une image vaut mille mots
- **Claire Lalande** pour la correction linguistique
- **Sabine Friesinger** pour la conception et l'infographie
- **Katasoho impression & design inc**. pour l'impression

Pour en savoir plus :

Consulter le site Internet du Collectif Échec à la guerre pour une liste d'articles, de livres et de films si vous souhaitez approfondir vos connaissances concernant le péril nucléaire : https://echecalaguerre.org/armes-nucleaires-pour-en-savoir-plus/

Mai 2021

Ce qui est considéré comme le symbole de la paix a en fait été créé en 1958, comme symbole de la *Campaign for Nuclear Disarmament* (Campagne pour le désarmement nucléaire) en Grande-Bretagne. Il est basé sur la superposition des signaux de sémaphore britanniques pour les lettres 'N' et 'D' :



LE COLLECTIF ÉCHEC à la GUERRE

Adresse postale:
765 rue Beaubien est
UPS Store, #127
Montréal, QC H2S 1S8

https://echecalaguerre.org
facebook.com/echecalaguerre/
info@echecalaguerre.org
514 919-7249

Section 1 => Introduction

L'urgence climatique et l'existence des armes nucléaires sont généralement considérées comme deux menaces existentielles à la vie sur Terre telle que nous la connaissons. Ce fascicule traite de la seconde menace et de la lutte menée depuis 75 ans pour y mettre fin.

On présente souvent les armes nucléaires comme une plus grande menace lorsqu'elles sont entre les mains de pays comme l'Iran ou la Corée du Nord que lorsqu'elles sont détenues par des pays qui en possèdent depuis des années. Ce n'est pas le cas. Le problème posé par les armes nucléaires c'est leur existence même, peu importe qui les possède. Tant qu'un pays en aura, d'autres voudront en avoir aussi. Tant que des armes nucléaires existeront, l'une ou plusieurs de ces armes peuvent exploser à tout moment, que ce soit par une action délibérée, par une erreur humaine ou par une défaillance technologique, et cela pourrait entraîner une conflagration mondiale. Un risque croissant de terrorisme nucléaire nous guette également. Nous vivons toutes et tous à moins d'une demi-heure d'une éventuelle catastrophe nucléaire.

En août 1945, les villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki ont été détruites par des bombes atomiques. La Seconde Guerre mondiale était ainsi devenue une guerre nucléaire. À l'époque, seuls les États-Unis possédaient des armes nucléaires. Mais depuis, neuf autres pays en ont produit; des milliers de ces armes ont été développées et entretenues au coût de centaines de milliards de dollars; des plans ont été élaborés pour les utiliser. De plus, les armes nucléaires d'aujourd'hui sont des centaines, voire des milliers de fois plus puissantes que les premières bombes atomiques.

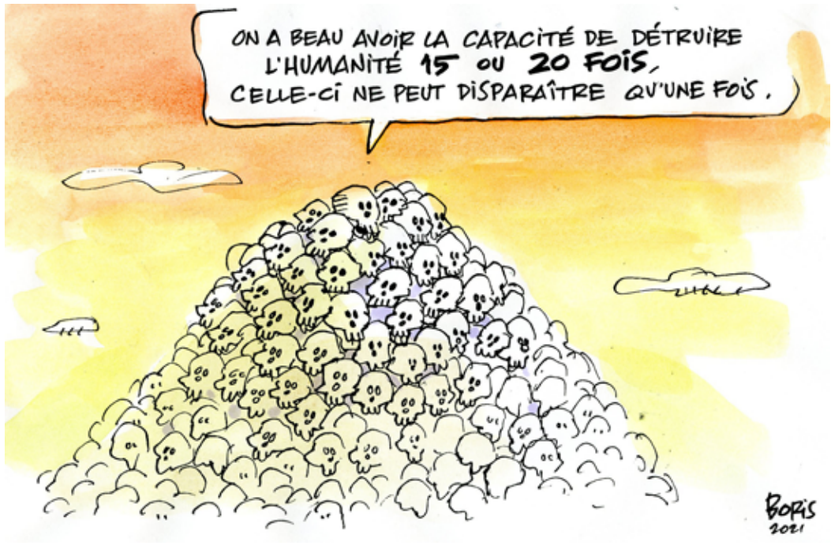
> « En cette sinistre journée d'août 1945, l'humanité est entrée dans une nouvelle ère, l'ère nucléaire. Il est peu probable qu'elle dure encore longtemps : soit l'humanité y mettra fin, soit elle mettra fin à l'humanité. »
>
> — **Noam Chomsky**
> Danger d'extinction

Les deux menaces existentielles à notre survie sont interreliées et partagent plusieurs caractéristiques. Toutes deux mettent en péril la vie telle que nous la connaissons; toutes deux sont des conséquences de décisions humaines; toutes deux nécessitent une action radicale urgente [...]

Compte tenu du pouvoir destructeur inouï des armes nucléaires, leur élimination mondiale est un impératif urgent et tous les scénarios envisagés pour les utiliser, au mépris total de leurs conséquences inhumaines, représentent le summum de la dépravation humaine. Cela, nous le savons depuis le début. Le 24 janvier 1946, moins de six mois après les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, la toute première résolution des Nations Unies crée une Commission chargée de présenter « des propositions déterminées en vue d'éliminer, des armements nationaux, les armes atomiques ». Les tentatives répétées de faire face à la menace nucléaire ont mené à d'importants changements dans le droit international, mais les progrès dans la mise en œuvre des obligations découlant des traités ont été entravés par la mauvaise foi et le manque de volonté politique.

À l'insu de la vaste majorité de sa population et contrairement à l'image pacifiste qu'il a entretenue, le Canada a toujours fait partie du problème, en fournissant des matières premières et des technologies pour fabriquer des armes nucléaires et en permettant à ses alliés dotés d'armes nucléaires, en particulier les États-Unis, de perpétuer leur dépendance à ces armes, au mépris du droit international.

Nous, humains de la planète Terre, avons des choix cruciaux à faire! Les deux menaces existentielles à notre survie sont interreliées et partagent plusieurs caractéristiques. Toutes deux mettent en péril la vie telle que nous la connaissons; toutes deux sont des conséquences de décisions humaines; toutes deux nécessitent une action radicale urgente basée sur une modification fondamentale de notre façon de penser. Ce fascicule se veut une contribution à cette transformation.



Section 2 => QUELQUES REPÈRES HISTORIQUES

Création des armes nucléaires

C'est lors de la Seconde Guerre mondiale qu'ont été développées les premières armes nucléaires. Dès 1939, des travaux sont réalisés aux États-Unis dans le but, gardé secret, de développer une bombe atomique avant que l'Allemagne n'y parvienne. En 1942, l'armée devient maître d'œuvre de ce qui s'appellera dorénavant le Projet Manhattan. Le 16 juillet 1945, lors du test Trinity, la première bombe atomique, d'une puissance de 21 000 tonnes de TNT (21kt) explose au Nouveau-Mexique. Trois semaines plus tard, les 6 et 9 août 1945, deux bombes atomiques, d'une puissance de 15kt et 22kt respectivement, s'abattent sur Hiroshima et Nagasaki. À Hiroshima, sur une population d'environ 350 000 personnes, 70 000 meurent sur le coup et 70 000 autres mourront au cours des mois suivants. À Nagasaki, sur une population d'environ 250 000 personnes, 35 000 sont mortes sur le coup et 45 000 autres au cours des mois qui ont suivi.

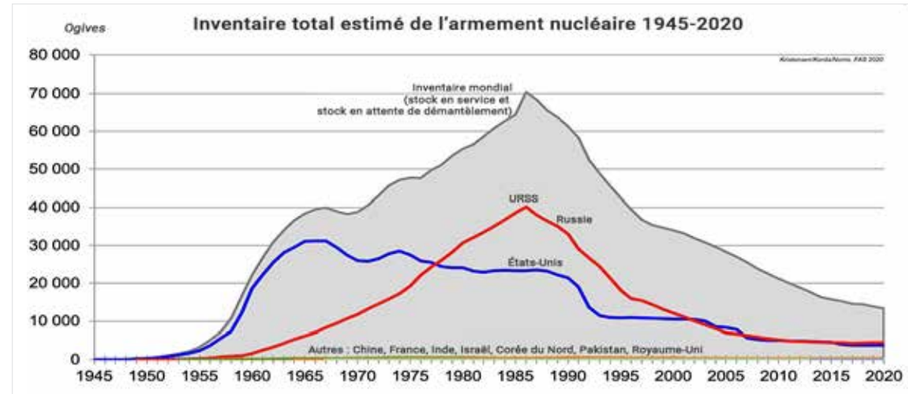
« Le plus grand danger qui nous guette tient sans doute à la probabilité que la ''démonstration'' de nos bombes atomiques précipite une course à la production de tels engins entre les États-Unis et l'URSS. »

– Leó Szilárd
scientifique du Projet Manhattan, 1945 (avant le test *Trinity*)

Prolifération

Au cours des décennies suivantes, pendant que les États-Unis (avec une nette avance au début) et l'URSS/Russie en produisent des dizaines de milliers, d'autres pays développent et testent leurs premières armes nucléaires : le Royaume-Uni dans les années 1950; la France et la Chine dans les années 1960; l'Inde en 1974; le Pakistan en 1998; la Corée du Nord en 2006. En 1986, le technicien nucléaire israélien Mordechai Vanunu révèle l'existence d'armes nucléaires dans son pays. Entre 1982 et 1989, l'Afrique du Sud construit six bombes atomiques puis met fin à son programme nucléaire militaire.

Le graphique suivant montre l'évolution du nombre d'ogives nucléaires des États-Unis (en bleu) et de l'URSS/Russie (en rouge) entre 1945 et 2020. Tout en bas, on remarque à peine les ogives des sept autres pays nucléaires. La zone grise représente le total de tous les arsenaux nucléaires.



Source : Kristensen et Korda, Federation of American Scientists, 2020. Traduction : Géoconfluences

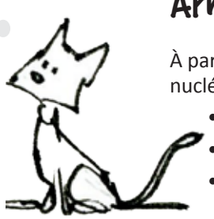
UN PEU DE TERMINOLOGIE

Armes nucléaires stratégiques

de grande puissance et de longue portée, ces armes peuvent avoir comme vecteurs des sous-marins, des bombardiers ou des missiles intercontinentaux enfouis dans des silos protégés. Elles visent les pays « ennemis » tout entiers : agglomérations urbaines, installations industrielles et étatiques, armes nucléaires stratégiques. Bref, ce sont des armes de génocide et de crimes contre l'humanité.

Armes nucléaires tactiques

d'une puissance inférieure, ces armes sont destinées à des cibles militaires : quartiers généraux, troupes, bases militaires, navires, avions de combat, etc. Il n'y a aucun traité limitant ces armes.



Quelques commentaires s'imposent

- Si le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP, 1970) a pu limiter la dissémination des armes nucléaires en dehors des cinq pays qui en détenaient alors, il n'a clairement pas empêché leur prolifération dans plusieurs pays, en particulier l'URSS, ni entraîné de diminution importante aux États-Unis.

- Le nombre total d'ogives nucléaires a diminué de 80 % de 1986 (son maximum) à 2020; cette réduction, en partie due à la lutte du mouvement anti-nucléaire, découle aussi de l'absurdité des niveaux atteints en 1986 : on a beau avoir la capacité de détruire l'humanité 15 ou 20 fois, celle-ci ne peut disparaître qu'une fois.

- Cette réduction ne représente donc PAS un risque moindre pour l'humanité; en fait, les arsenaux des sept pays à peine visibles dans le graphique suffiraient amplement à nous anéantir.

Victimes des essais nucléaires

De 1945 à 1992, plus de 2 000 tests nucléaires ont été menés, dispersant des isotopes radioactifs à travers le monde. En 1999, on a estimé que le nombre total de décès par cancer occasionnés par ces tests pourrait atteindre deux millions.

Dans les années 1950 et 1960, plusieurs tests étasuniens ont été effectués dans les Îles Marshall, déplaçant les populations locales, contaminant leur nourriture et leurs terres et mettant leur santé en péril (syndrome d'irradiation aiguë, problèmes de la thyroïde, cancers, fausses couches, infertilité, etc.). On a aussi rapporté des centaines de malformations congénitales plus ou moins graves, dont des « bébés méduses » ressemblant davantage à une grappe de raisins qu'à un être humain.

La bombe la plus puissante jamais testée par les É.-U., d'une puissance 1 000 fois supérieure à celle d'Hiroshima, explosa sur l'Atoll Bikini le 1er mars 1954. Les retombées radioactives contaminèrent la population d'une quinzaine d'Îles ou d'atolls des Îles Marshall, de même que 20 000 membres d'équipage de 850 bateaux de pêche japonais. Des années plus tard, à propos des Îles Marshall, Henry Kissinger dira : « Il n'y a que 90 000 personnes là-bas. Y a-t-il quelqu'un qui s'en soucie? »

Armes nucléaires et droit international

À partir des années 1960, divers traités ont interdit les essais ou déploiements d'armes nucléaires :

- dans l'Antarctique (1961)
- dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau (1963)
- dans l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes (1967)
- sur le fond des mers et des océans (1972).

Puis, les pièces maîtresses suivantes ont été mises en place :

(1970) Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)

Les cinq « États nucléaires » de l'époque s'y engagent à ne diffuser d'aucune façon les armes nucléaires et les « États non-nucléaires » à ne pas en fabriquer ou en acquérir. L'article VI a une importance particulière :

> *« Chacune des Parties au Traité s'engage à* ***poursuivre de bonne foi*** *des négociations sur* **des mesures efficaces** *relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires* **à une date rapprochée** *et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace. » (*Notre emphase.*)*

Prolongé indéfiniment en 1995, le TNP a été ratifié par 190 pays, mais quatre des neuf États nucléaires (Israël, Inde, Pakistan, Corée du Nord) n'en sont pas parties.

(2021) Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)

Par ce traité, entré en vigueur le 22 janvier 2021, les armes nucléaires sont déclarées illégales. Les États non-nucléaires s'engagent à ne jamais en produire ou en acquérir et les États nucléaires s'engagent à les retirer et à les détruire « au plus tard à la date fixée à la première réunion des États Parties », qui doit être convoquée dans un délai d'un an. Aucun des États nucléaires et aucun pays membre de l'OTAN ne l'a signé, encore moins ratifié.

D'autres traités ont été élaborés et débattus mais ne sont jamais entrés en vigueur. C'est le cas du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN). Adopté en 1996 et ratifié par 168 pays, ce Traité n'est toujours pas en vigueur car il n'a pas été ratifié par huit États (États-Unis, Chine, Israël, Inde, Pakistan, Corée du Nord, Égypte, Iran) parmi 44 dont la ratification est requise.

Il existe aussi cinq traités, entre les pays concernés, instaurant des zones libres d'armes nucléaires (ZLAN) dans diverses régions du globe : Amérique latine et Caraïbes (1968), Pacifique-Sud (1986), Asie du Sud-Est (1997), Afrique (2009) et Asie centrale (2009). La Mongolie est également une ZLAN depuis 1992.

« Y a-t-il quelque chose dans la souveraineté d'un État qui l'autoriserait à s'engager dans des actions qui pourraient effectivement oblitérer l'existence de tous les États en mettant fin à la civilisation et en anéantissant l'humanité? »

— **Mohamed Shahabuddeen**
Juge à la CIJ, 1996

Plusieurs traités bilatéraux importants ont été signés par les États-Unis et l'URSS/Russie :

(1972) Traité ABM (*Anti-Ballistic Missile*)

Les deux pays s'y engagent à ne déployer qu'un seul système antimissile balistique. Les États-Unis s'en sont retirés en juin 2002.

(1988) Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire

Avec ce traité, les États-Unis et l'URSS ont éliminé leurs missiles à portées courte et intermédiaire de 500 à 5 500 km. S'accusant mutuellement de ne pas le respecter, les deux pays s'en sont retirés en août 2019.

Traités de limitation et de réduction des armes stratégiques

Dans les années 1970, les traités SALT (*Strategic Arms Limitation Treaty*) I et II limitent l'expansion des arsenaux nucléaires stratégiques. Puis, viendront les traités START I (*Strategic Arms Reduction Treaty*, 1994), SORT (*Strategic Offensive Reduction Treaty*, 2003) et *New START* (2011) qui réduisent ces arsenaux (actuellement, à 700 vecteurs et 1 550 ogives déployées). *New START*, qui expirait en 2021, a été prolongé jusqu'en 2026.

Deux avis et deux décisions ont été rendus par la Cour internationale de justice (CIJ). L'avis suivant est le plus significatif :

(1996) « Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires »

À la demande de l'Assemblée mondiale de la Santé de l'OMS et de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Cour a déterminé « que la menace ou l'emploi d'armes nucléaires serait généralement contraire aux règles du droit international applicable dans les conflits armés, et spécialement aux principes et règles du droit humanitaire », mais qu'elle ne pouvait conclure à cet égard « dans une circonstance extrême de légitime défense dans laquelle la survie même d'un État serait en cause ».

Mouvement contre les armes nucléaires

Le mouvement pour l'abolition des armes nucléaires est très large, rassemblant des organisations de scientifiques, de professionnel-le-s et d'intellectuel-le-s, des coalitions d'ONG locales et internationales, des manifestations citoyennes dans la rue, des coalitions de pays créant des zones libres d'armes nucléaires (ZLAN) ou lançant diverses initiatives, des regroupements de parlementaires, de maire-sse-s, etc. On comprend facilement que ce mouvement a toujours eu une importance unique au Japon même.

L'opposition aux armes nucléaires s'est rapidement manifestée au sein de la communauté scientifique, notamment par la création, en 1945, du *Bulletin of the Atomic Scientists* – organisation toujours active qui gère l'Horloge de la fin du monde comme indicateur du niveau de risque que court l'humanité – et par la tenue, à partir de 1957, des *Conférences Pugwash sur la science et les affaires mondiales.* Le mouvement Pugwash compte encore des groupes dans une quarantaine de pays.

Partout à travers le monde, les armes nucléaires ont été dénoncées par des mouvements citoyens qui ont parfois eu une très grande ampleur. En voici quelques exemples :

- En 1954, après le test thermonucléaire étasunien sur l'Atoll Bikini, de grandes manifestations éclatent au Japon pour dénoncer la contamination radioactive des équipages de bateaux de pêche. Une pétition réclamant la fin des tests recueille 32 millions de signatures, soit le tiers de la population du pays!
- Au cours des années 1980, le mouvement antinucléaire mobilise massivement en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord. À titre d'exemples, 500 000 personnes manifestent en Italie en octobre 1981, un million à New York en juin 1982, trois millions à travers l'Europe de l'Ouest en octobre 1983.

Contingent du Québec lors de la manifestation contre le nucléaire devant l'ONU à New York en 1982 qui a réuni près d'un million de personnes.
Photo : Martine Eloy

Au Canada et au Québec

Pendant des décennies, partout au Canada, des groupes pacifistes, religieux, environnementaux, féministes, étudiants, syndicaux, professionnels et des communautés autochtones se sont opposés aux politiques du gouvernement fédéral en ce qui concerne les armes nucléaires.

Au cours des années 1980, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans plusieurs grandes villes pour réclamer le désarmement nucléaire, dont 100 000 à Vancouver au printemps 1986. Cette revendication globale s'arrimait à des campagnes plus spécifiques pour exiger la fin des tests des missiles de croisière étasuniens dans le nord de l'Alberta et la fin des vols d'entraînement à très basse altitude de l'OTAN au Nitassinan, territoire de la nation innue au Québec/Labrador.

Dans ce contexte, des citoyen-ne-s se sont mobilisés pour exiger que leur ville soit déclarée « zone libre d'armes nucléaires » (ZLAN). Ainsi, près de 200 villes au Canada –dont une quarantaine au Québec – incluant Vancouver, Régina, Toronto, Montréal et Sherbrooke, ont été déclarées ZLAN.

Au début des années 1990, trois ONG internationales lancent le *Projet de la Cour mondiale*, qui aboutira à l'avis de la Cour internationale de Justice (CIJ) de 1996. Des millions de personnes – dont une grande proportion au Japon – envoient à la CIJ des déclarations attestant de leur conviction que les armes nucléaires sont immorales.

En 1995, lors de la conférence d'examen du TNP, les États du Tiers-Monde et le mouvement anti-nucléaire craignent que le prolongement indéfini du traité ne retarde de manière tout aussi indéfinie les négociations sur le désarmement. Les réseaux internationaux d'ONG et divers regroupements de pays se donnent alors pour objectif d'amener les pays nucléaires à s'engager à éliminer leur arsenal nucléaire selon un échéancier précis.

À cet égard, mentionnons :

- le réseau mondial *Abolition 2000* qui veut obtenir cet engagement avant l'an 2000;
- le programme d'action en trois phases proposé par 28 pays non alignés en 1996, visant un désarmement effectif en 2020;
- l'*Initiative des puissances moyennes,* fondée par des ONG internationales en mars 1998, ayant pour but de mobiliser l'influence des puissances moyennes pour convaincre les pays nucléaires;
- la déclaration commune, en juin 1998, des ministres des Affaires étrangères de huit pays (Brésil, Égypte, Irlande, Mexique, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Suisse et Slovénie) intitulée « Un monde libre d'armes nucléaires : le besoin de nouvelles perspectives ».

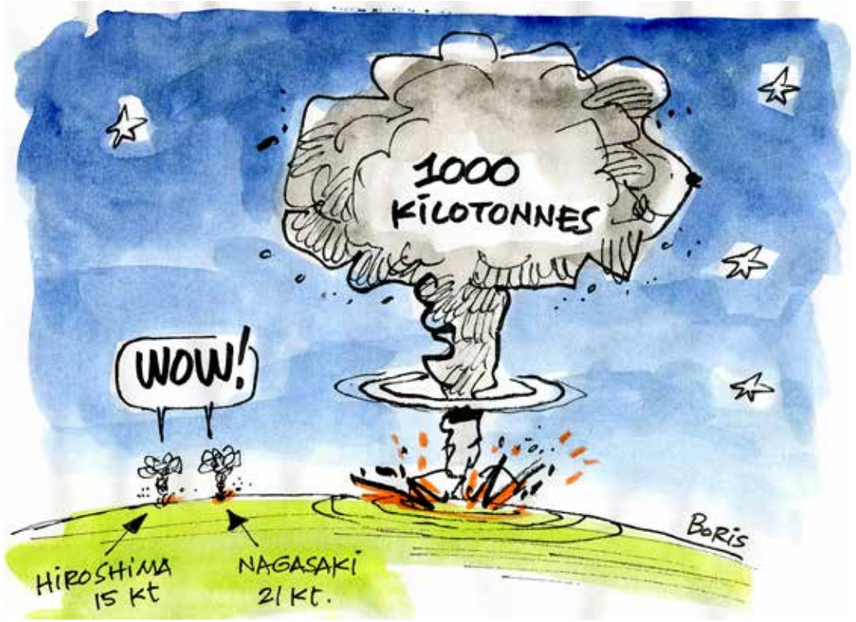
En 2000, lors de la Conférence d'examen du TNP, tout ce travail semble porter fruit. Une entente, prévoyant un plan en 13 étapes, est adoptée. Les États nucléaires admettent que le désarmement nucléaire peut se faire indépendamment du désarmement général et affirment que les 13 étapes peuvent y conduire rapidement, de façon vérifiable et irréversible.

Mais l'Évaluation de la posture nucléaire (*Nuclear Posture Review*) des États-Unis en 2002 – quelques mois après le 11 septembre 2001 – constitue un rejet sans équivoque de la plupart des 13 étapes et du désarmement nucléaire comme tel. Les conférences d'examen du TNP de 2005 et 2010 n'ayant pas permis d'avancées significatives, un regroupement international de gouvernements, d'ONG, d'agences des Nations Unies, etc. se forme en 2010 avec comme objectif la conclusion d'un traité visant l'interdiction totale des armes nucléaires. C'est ce travail qui a mené à l'adoption du TIAN en 2017 et à son entrée en vigueur en janvier 2021.

Section 3 => LES VIVANTS ENVIERONT LES MORTS

Hiroshima

Le 6 août 1945, une Canadienne d'origine japonaise, Setsuko Thurlow, était une adolescente vivant à Hiroshima. À 8h15, d'une fenêtre du deuxième étage, elle a vu un éclair de lumière à près de 2 km de là. Elle se souvient avoir flotté dans les airs avant de perdre conscience, alors que le bâtiment dans lequel elle se trouvait s'est effondré. La première bombe atomique utilisée dans une guerre venait d'exploser au-dessus de la ville, entraînant sa destruction presque totale. Le feu s'est propagé rapidement, brûlant tout jusqu'à 2 km de l'épicentre. Setsuko décrit les survivants, brûlés, noircis et enflés, comme des fantômes mendiant de l'eau, alors que leur peau et leur chair pendaient et que des parties de leur corps manquaient. La plupart des médecins et des infirmières d'Hiroshima avaient été tués ou grièvement blessés, et les hôpitaux lourdement endommagés ou détruits, de sorte qu'aucun secours médical n'était possible.



Impacts d'une bombe d'une mégatonne

La détonation, dans les airs au-dessus d'une ville, d'une seule bombe nucléaire d'une mégatonne libérerait de grandes quantités d'énergie thermique (chaleur), cinétique (souffle/vent) et radioactive, effaçant le voisinage immédiat et dévastant les environs naturels et bâtis. Nous présentons ici quelques-uns des principaux impacts sur les humains, mais il va de soi que les autres animaux et les végétaux en seraient aussi gravement atteints.

Énergie thermique

Un éclair de lumière mille fois plus brillant que la foudre et une puissante impulsion de chaleur de 3000°C incinéreraient toute vie à l'épicentre et provoqueraient une cécité temporaire ou permanente chez les personnes regardant dans cette direction jusqu'à une distance de 80 km. Dans un rayon de 10 km, toutes les parties du corps exposées subiraient des brûlures profondes et les vêtements enflammés causeraient beaucoup d'autres brûlures. Plusieurs incendies se fondraient en une « tempête de feu » créant ses propres vents violents et aspirants.

Énergie cinétique

L'explosion nucléaire générerait aussi une onde de souffle d'une énorme puissance, se propageant moins rapidement que l'impulsion de lumière et de chaleur. Ce souffle détruirait des édifices de béton armé jusqu'à 2 km de l'épicentre et des maisons de bois et de briques jusqu'à 8 km. À moins de 3 km, presque tout le monde serait tué par l'explosion, l'effondrement de structures, des éclats de verre ou de maçonnerie volants.

Énergie radioactive

Dans un vaste périmètre, les radiations extrêmement intenses immédiatement produites par l'explosion nucléaire seraient très dommageables pour les personnes exposées, entraînant des syndromes d'irradiation aigüe souvent mortels. Par ailleurs, les sous-produits radioactifs de l'explosion, ainsi qu'une grande partie du matériau radioactif initial qui n'est pas consommé par l'explosion, sont plutôt répandus par elle. Ces particules radioactives vaporisées montent aussi avec la boule de feu, pour retomber lentement sur une zone beaucoup plus large. Invisibles et non ressenties, ces radiations endommagent souvent les cellules et les gènes de manière irréparable, provoquant des cancers, des anomalies génétiques et réduisant la fertilité. Une contamination radioactive étendue perpétue ces risques pendant des décennies.

Ce que seules quelques bombes peuvent faire

Chacun des 14 sous-marins étasuniens porteurs d'armes nucléaires pourrait détruire les 80 principales zones urbaines de la Russie et causer la mort d'un tiers de la population du pays.

Même une guerre nucléaire géographiquement limitée entraînerait des pertes et des souffrances humaines immenses et causerait des dommages environnementaux dévastateurs dans le monde entier. Une simulation récente de guerre nucléaire entre l'Inde et le Pakistan en 2025 suggère que 50 à 100 millions de personnes dans les deux pays mourraient immédiatement, avec 30 à 60 millions de victimes supplémentaires. Plusieurs millions de tonnes de fumée et de suie provenant des tempêtes de feu urbaines seraient soulevées dans la stratosphère, se répandraient rapidement autour de la planète et y demeureraient pendant plusieurs années, bloquant la lumière du soleil. La température moyenne des continents chuterait de 4 à 8°C et les précipitations mondiales moyennes de 15 à 30 %. Il faudrait plus de 10 ans pour revenir à la « normale ». Ces effets seraient encore plus forts en Amérique du Nord et en Europe, ce qui réduirait considérablement la production agricole. La « famine nucléaire » qui en résulterait pourrait tuer un milliard de personnes.

Une guerre totale entre les États-Unis et la Russie

Une guerre nucléaire totale entre les États-Unis et la Russie rendrait la terre inhabitable. Il y aurait des chutes extrêmes de température et de précipitations, des augmentations drastiques de la lumière ultraviolette, des retombées radioactives massives et d'énormes rejets de toxines et de produits chimiques industriels. Dans les régions agricoles les plus importantes de l'hémisphère nord, les températures demeureraient longtemps sous le point de congélation, éliminant les cultures pendant 10 à 15 ans et conduisant à une extinction massive de la plupart des populations humaines et animales. Reconnu pour la première fois en 1983, ce phénomène est appelé « hiver nucléaire ».

Chacun des 14 sous-marins étasuniens porteurs d'armes nucléaires pourrait détruire les 80 principales zones urbaines de la Russie et causer la mort d'un tiers de la population du pays.

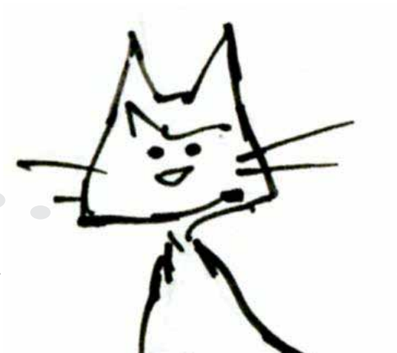
Nous ne pourrons toujours être chanceux

La crise des missiles de Cuba, une confrontation entre les États-Unis et l'URSS, est généralement considérée comme le moment où nous sommes passés le plus près de la guerre nucléaire. En octobre 1962, en réponse à l'invasion ratée de la baie des Cochons à Cuba 18 mois plus tôt et à la présence de missiles balistiques étasuniens en Italie et en Turquie, l'URSS a accepté la demande de Cuba de stationner des troupes et des missiles soviétiques sur l'île. Cela a entraîné un blocus naval de la part des États-Unis, qui ont mis leur armée de l'air en état d'alerte. Lorsqu'un avion-espion étasunien a été abattu au-dessus de Cuba par un missile soviétique, les États-Unis ont lancé un ultimatum de 48 heures à l'URSS : démontez vos missiles ou notre force aérienne attaquera. La crise a pris fin avec l'ordre de démanteler les missiles soviétiques et l'engagement des États-Unis à ne plus envahir Cuba. Tout cela a été très énervant à l'époque, mais nous savons maintenant à quel point cela a été beaucoup plus dangereux. En secret, l'URSS avait déployé des ogives nucléaires tactiques à Cuba et sur quatre sous-marins autour de l'île. L'un d'eux est venu tout près d'utiliser son ogive lorsqu'il a cru être attaqué par un destroyer américain. Trois commandants du sous-marin devaient donner leur accord : deux l'ont fait, mais pas le troisième.

En novembre 1983, une guerre nucléaire a failli éclater entre les États-Unis et l'URSS, au cours de l'exercice d'entraînement *Able Archer* de l'OTAN, qui comprenait des procédures liées à l'utilisation des armes nucléaires. Le monde a été sauvé par un décideur de niveau intermédiaire en Russie. Confronté à ce qui semblait être une attaque nucléaire imminente de l'OTAN contre l'URSS, il s'est laissé guider par son instinct et il a rapporté la situation à ses supérieurs comme une fausse alarme, avant d'en être entièrement certain.

Il y a eu de nombreux accidents impliquant des armes nucléaires, y compris la perte irrémédiable de plusieurs bombes. Par exemple, en 1956, lors d'un exercice d'entraînement en Angleterre, un bombardier s'est écrasé sur une installation de stockage d'armes nucléaires. Miraculeusement, aucune des bombes stockées n'a explosé. D'autres déclenchements ont été évités de justesse lorsque des phénomènes naturels ou des activités militaires ont été mal interprétés comme des menaces. Plusieurs fausses alarmes à NORAD ont été causées par des puces informatiques défectueuses.

En novembre 1983, une guerre nucléaire a failli éclater entre les États-Unis et l'URSS, au cours de l'exercice d'entraînement *Able Archer* de l'OTAN [...]. Le monde a été sauvé par un décideur de niveau intermédiaire en Russie..



Section 4 => RISQUES ACCRUS ET DISPOSITIFS DE SÉCURITÉ EFFONDRÉS

En 2020, les arsenaux combinés de neuf pays (États-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine, Inde, Israël, Pakistan et Corée du Nord) totalisaient environ 13 400 armes nucléaires. Sur les 3 720 qui étaient déployées avec les forces opérationnelles, 1 800 étaient tenues en état d'alerte avancée, prêtes à être lancées en quelques minutes, malgré des systèmes d'alerte faillibles.

Forces nucléaires mondiales, janvier 2020

Pays	Année du premier test	Ogives déployées	Ogives entreposées	Autres ogives[i]	Inventaire total
États-Unis	1945	1 750	2 050	2 000	5 800
Russie	1949	1 570	2 745	2 060	6 375
Royaume-Uni	1952	120	95	–	215
France	1960	280	10	–	290
Chine	1964	–[ii]	320	–	320
Inde	1974	–	150	–	150
Pakistan	1998	–	160	–	160
Israël	–	–	90	–	90
Corée du Nord	2006	–	–	[30 – 40]	[30 – 40][iii]
Total		**3 720**	**5 620**	**4 060**	**13 400**

Annuaire 2020 du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) : Tableau 10.1

i Les « autres ogives » ont été retirées et seront démantelées.

ii Selon le rapport de janvier 2021 du *Bulletin of the Atomic Scientists*, la Chine déploie maintenant des ogives nucléaires sur certains de ses missiles.

iii Il n'existe aucune information publique sur l'arsenal nucléaire de la Corée du Nord.

Quatre facteurs principaux accroissent présentement le risque posé par l'existence des armes nucléaires. Examinons-les brièvement.

Érosion des accords internationaux de contrôle des armements

Le Traité de 1972 sur les missiles antibalistiques (ABM) entre les États-Unis et l'URSS/Russie a duré 30 ans jusqu'au retrait des États-Unis en 2002. Depuis, les États-Unis ont déployé des systèmes ABM en Alaska, en Californie, à Guam, en Corée du Sud, au Japon, en Pologne et en Roumanie, ainsi que sur des destroyers dans l'Atlantique, dans le Pacifique et en Méditerranée. La Russie et la Chine se sentent menacées par ces déploiements provocateurs.

En 2019, les États-Unis, puis la Russie se sont retirés du traité bilatéral de 1987 sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI). Depuis, les deux pays se sont lancés dans une nouvelle compétition pour développer et déployer des armes auparavant interdites par ce Traité.

En novembre 2020, les États-Unis ont unilatéralement abandonné le traité multilatéral *Open Skies* de 2002, un système de renforcement de la confiance permettant des survols non armés d'observation de son territoire, pour surveiller les forces et les activités militaires. Au début de 2021, la Russie a indiqué qu'elle compléterait son propre retrait à moins que la nouvelle administration Biden ne manifeste sa volonté de réintégrer le traité avant la fin de l'été 2021.

« Modernisation » des arsenaux nucléaires, encore plus meurtriers

Les prétendus programmes de modernisation des neuf pays nucléaires comportent le développement de vecteurs capables de transporter des ogives nucléaires ou conventionnelles. Le fait de confondre un missile armé de manière conventionnelle avec un missile nucléaire pourrait conduire à un conflit nucléaire par erreur.

Les États-Unis continuent de mettre en œuvre leurs Examens de la posture nucléaire (*Nuclear Posture Review*) de 2010, sous Obama, et de 2018, sous Trump, comprenant le développement de plusieurs nouvelles armes nucléaires, de nouveaux missiles de croisière et balistiques, de nouveaux sous-marins et bombardiers stratégiques et augmentant la production de noyaux de plutonium pour les armes nucléaires. Le tout, pour un coût estimé de 1 200 milliards de dollars sur 30 ans. Le NPR réitère aussi l'option d'utiliser les armes nucléaires en premier, même contre des pays non dotés d'armes nucléaires.

Politique de « défense » étasunienne ouvertement conflictuelle

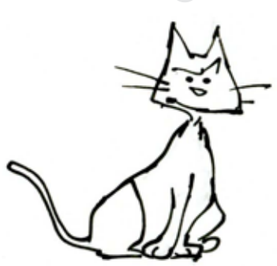
Après la dissolution de l'Union soviétique en 1991, l'expansion de l'OTAN en Europe de l'Est a accru les tensions entre la Russie et l'Occident.

En 2018, la nouvelle Stratégie de défense nationale (SDN) des États-Unis a substitué à la « guerre contre le terrorisme » une nouvelle priorité : la concurrence stratégique à long terme avec la Chine, la Russie, la Corée du Nord et l'Iran. La SDN affirme que « si la dissuasion échoue, la Force conjointe [étasunienne] est prête à gagner ». Nous voilà bien loin de la déclaration conjointe de Reagan et Gorbatchev en novembre 1985, selon laquelle « une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être livrée ». Au vu de l'état d'alerte avancée de plusieurs armes nucléaires et du nombre d'occasions où nous avons frôlé la catastrophe en raison d'une mauvaise interprétation des intentions ou des actions de l'autre côté, on ne peut qu'être très inquiet de cette autre orientation : « Soyons prévisibles stratégiquement, mais opérationnellement imprévisibles »...

En 2019, au cours de l'exercice militaire étasunien le plus important depuis la Guerre froide, des navires et des bombardiers à long rayon d'action ont pratiqué un scénario de bataille air-mer bloquant les voies maritimes, pour couper l'accès de la Chine aux matières premières du Moyen-Orient et d'Afrique. Les États-Unis ont plus de 400 bases militaires encerclant presque la Chine avec des missiles, des bombardiers, des navires de guerre et des missiles nucléaires.

La Chine envisage maintenant de mettre ses missiles en état d'alerte, prêts à être lancés en cas d'attaque.

Les États-Unis ont plus de 400 bases militaires encerclant presque la Chine avec des missiles, des bombardiers, des navires de guerre et des missiles nucléaires. La Chine envisage maintenant de mettre ses missiles en état d'alerte, prêts à être lancés en cas d'attaque.



Militarisation imminente de l'espace

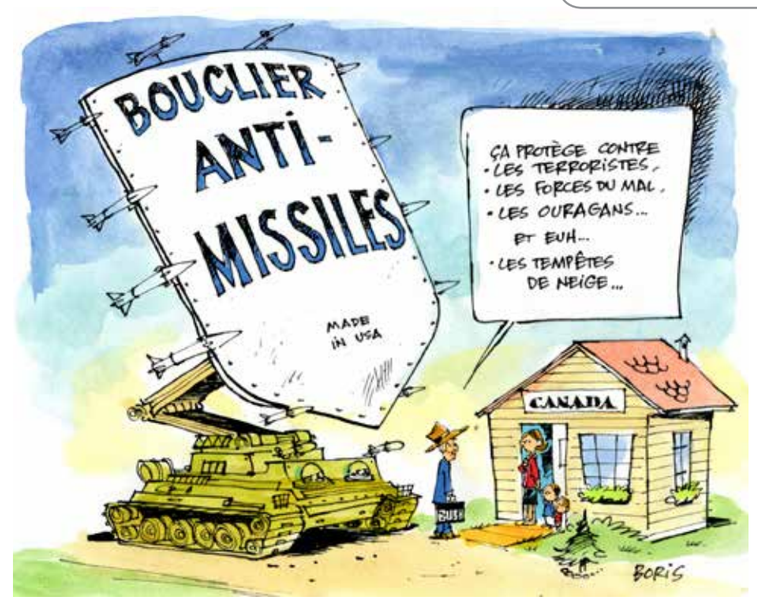
Rompant de plus en plus avec une vision démilitarisée de l'espace, régie par le droit international, les États-Unis ont créé, en décembre 2019, une « Force spatiale », comme sixième branche de leurs forces armées.

Les États-Unis, la Russie et la Chine développent chacun des systèmes de missiles qui peuvent voyager jusqu'à 27 fois la vitesse du son, ce qui les rend difficiles à traquer. Il s'agit notamment de planeurs hypersoniques et de missiles de croisière hypersoniques à portées courte et intermédiaire devant servir dans les conflits régionaux. Ceux de la Russie et de la Chine sont conçus pour être armés d'ogives nucléaires. Cette course aux armements hypersoniques et le développement potentiel de défenses antimissiles spatiales augmentent la probabilité d'une guerre nucléaire accidentelle.

Alignement sur les États-Unis de leurs proches alliés

Les nouvelles orientations stratégiques des États-Unis vont graduellement se refléter sur celles de leurs plus proches alliés. C'est ainsi qu'en novembre 2020, les recommandations du « Groupe de réflexion » nommé par le secrétaire général de l'OTAN soulignent que l'OTAN doit mettre à jour son Concept stratégique de 2010, en mettant l'accent sur les dangers que représenteraient la Russie et la Chine, plutôt que sur la lutte contre le terrorisme. Puis, en mars 2021, la « Révision intégrée des politiques de sécurité, de défense, de développement et de la politique étrangère » du Royaume-Uni adopte aussi ces orientations et prévoit même une hausse majeure de 45 % du plafond de ses ogives nucléaires, ce qui met fin à la tendance à la réduction progressive qui prévalait depuis 30 ans.

Quant au Canada, le discours officiel anti-Chine et anti-Russie est déjà bien en place. Nous pouvons probablement nous attendre au même virage au Canada dans le libellé de la prochaine Politique de défense.



Section 5 => QUE PENSER DE TOUT ÇA?

Dangers et dénis

Dès 1961, en cas de guerre directe, même limitée, contre l'URSS, les plans étasuniens prévoyaient de recourir immédiatement à une frappe nucléaire totale, dont on estimait qu'elle pourrait faire 600 millions de morts. Nous savons maintenant que c'était une grossière sous-estimation, que nous sommes souvent passés très près de la catastrophe, et que c'est souvent des années plus tard que nous l'avons réalisé.

Mais rien de tout cela n'est considéré par les puissances nucléaires quand vient le temps de réévaluer leur « posture » nucléaire. Elles décident de moderniser leur arsenal, de diversifier leurs options, de développer de nouvelles armes. Et tout cela se fait dans l'ignorance totale des populations, car ni les parlements, ni les grands médias n'abordent vraiment ces questions... pourtant existentielles.

La doctrine de la dissuasion nucléaire prétend nous protéger d'une éventuelle attaque... comment en arrive-t-on à percevoir comme rassurantes des armes capables d'engendrer notre annihilation totale???

Variations sur le thème de la destruction de l'humanité

Pour l'essentiel, la doctrine de la dissuasion nucléaire se présente ainsi : posséder l'arme nucléaire décourage toute attaque contre les « intérêts vitaux » d'un pays, au vu des destructions massives auquel un autre pays s'exposerait s'il attaquait. Et quand deux pays en possèdent, c'est la « destruction mutuelle assurée » qui empêche qu'on s'aventure à attaquer l'autre... directement.

Selon l'« Examen de la posture nucléaire » des États-Unis (2018) :

> « *La première priorité du Département de la Défense est de conserver une dissuasion nucléaire sûre, sécuritaire et efficace pour nous assurer que ces armes ne seront jamais utilisées.* » (notre traduction)
>
> –James Mattis, Secrétaire à la Défense, août 2017

Pourquoi, alors, tous les pays n'auraient-ils pas eux aussi des armes nucléaires... pour s'assurer qu'elles ne soient jamais utilisées?! Cette question démontre bien, par l'absurde, l'illogisme de la doctrine; car plus on s'assurerait ainsi qu'elles ne soient jamais utilisées, plus on courrait évidemment le risque qu'elles le soient. Et, de toute façon, comment en arrive-t-on à percevoir comme rassurant le risque significatif de notre annihilation totale? Et, si elle apporte vraiment la sécurité, pourquoi tous les pays du monde ne seraient-ils pas autorisés à posséder une arme aussi... rassurante?

Face à l'apocalypse que représente une guerre nucléaire totale, les stratèges recherchent futilement d'autres possibilités. L'une d'entre elles préconise des options à intensité variable pour une guerre nucléaire « limitée », pouvant faire usage de bombes miniatures *(mini-nukes*). Mais le déploiement de telles *mini-nukes* ne peut qu'augmenter le risque de première frappe nucléaire, puis d'une escalade rapide vers une guerre « totale ». Car si un côté décide d'utiliser quelques *mini-nukes*, l'autre côté ripostera rapidement avec quelques bombes plus grosses, à moins que... pour ne pas risquer de « perdre » à la fin, il réplique tout de suite avec tout son arsenal.

Une autre stratégie envisage une défense contre les armes nucléaires avec des systèmes antimissiles. Mais cela n'offre aucune sécurité réelle. D'une part, parce qu'un tel système ne peut être efficace à 100 %. D'autre part, parce que son déploiement entraîne inévitablement une intensification de la course aux armements pour déjouer ces défenses antimissiles. Et rien n'empêche ces systèmes de « défense » de servir plutôt de première frappe, augmentant l'insécurité à l'extrême s'ils sont déployés à portée de votre pays.

Monopole des armes et de l'intimidation nucléaires

Pourquoi, face à l'extrême danger qu'elles représentent, les pays nucléaires – États-Unis en tête – s'obstinent-ils à les conserver et à constamment les perfectionner? La course aux armements nucléaires, comme la course aux armements conventionnels, confère un avantage indéniable aux pays qui réussissent à distancer les autres : celui de pouvoir dicter le cours des événements internationaux ou régionaux en fonction de leurs intérêts. Non seulement en faisant la guerre, mais encore davantage par l'intimidation, en menaçant de la faire, comme l'explique le lanceur d'alerte Daniel Ellsberg :

> *« Contrairement au cliché "qu'aucune arme nucléaire n'a été utilisée depuis Hiroshima et Nagasaki", les présidents des États-Unis ont utilisé [leurs] armes nucléaires des douzaines de fois au cours de "crises", la plupart du temps à l'insu du public étasunien (mais non des adversaires). Ils les ont utilisées exactement comme une arme à feu est utilisée quand elle est pointée vers quelqu'un lors d'une confrontation, que l'on appuie ou non sur la gâchette. Obtenir ce que l'on veut sans appuyer sur la gâchette est un objectif important pour posséder l'arme. »*

« La puissance déchaînée de l'atome a tout changé, sauf nos modes de penser, et nous glissons ainsi vers une catastrophe sans précédent. »

– Albert Einstein, 1946

C'est cette ultime « continuation de la politique par d'autres moyens » qui explique que les membres du club des armes nucléaires n'ont pas l'intention de s'en départir, ni de laisser d'autres pays en acquérir.

Les États-Unis et l'OTAN présentent depuis longtemps leur option de recourir en premier aux armes nucléaires, même contre des pays qui n'en possèdent pas, comme un moyen de rendre leur dissuasion nucléaire plus crédible face à un agresseur potentiel. Et les États-Unis invoquent le même motif pour justifier de vouloir être « opérationnellement imprévisibles ». Mais ce que ces orientations visent à rendre plus crédible, c'est plutôt leur propre intimidation nucléaire.

Intimidation nucléaire : le cas d'Israël

Son monopole de l'arme nucléaire dans la région est sans doute le facteur déterminant qui permet à Israël de maintenir son occupation illégale des Territoires palestiniens occupés depuis 1967 et d'agresser aussi impunément ses voisins sans que ceux-ci ne puissent envisager de riposte militaire sérieuse. On n'a qu'à se remémorer l'attaque aérienne contre un réacteur nucléaire irakien en 1981, les invasions du Liban en 1982 et en 2006, les bombardements de Gaza en 2008-2009, 2012 et 2014 et les centaines de raids aériens en Syrie depuis 2011. Israël a aussi, à de nombreuses reprises depuis quelques années, appelé les États-Unis à bombarder les installations nucléaires de l'Iran ou laissé entendre qu'il pourrait le faire lui-même.

L'établissement d'une zone libre d'armes nucléaires (ZLAN) au Moyen-Orient est, depuis des décennies, une revendication prioritaire pour la paix dans cette région du monde.

La seule solution : l'élimination complète des armes nucléaires

Les pays nucléaires s'obstinent aveuglément à ignorer l'essentiel : posséder ces armes, c'est courir le risque d'une guerre nucléaire et ce risque, c'est celui de la fin de l'humanité. Il n'y a aucune défense contre une guerre nucléaire et aucun secours dans une guerre nucléaire. Où que nous habitions sur cette planète, la menace plane sur nous, même en cas de « petite » conflagration aux antipodes d'où nous vivons. Toutes les armes nucléaires, où qu'elles soient, nous menacent.

Il y a donc une seule solution : l'élimination complète des armes nucléaires, conformément à l'esprit du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Cette prise de position est très largement partagée dans le monde. D'abord par les 122 pays qui ont adopté le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) le 7 juillet 2017, mais aussi par la population des autres pays, y compris celle des pays de l'OTAN, dont aucun n'a signé le traité. En effet, des sondages réalisés en novembre 2020 au sein de six pays de l'OTAN, indiquent un très fort appui à la ratification du TIAN : Espagne (89 %), Italie (87 %), Islande (86 %), Pays-Bas (78 %), Danemark (78 %) et Belgique (77 %). Au Canada, un sondage publié en avril 2021 montre que 74 % de la population appuie la ratification du TIAN, même à l'encontre de pressions étasuniennes, le cas échéant. C'est aussi l'opinion exprimée, en septembre 2020, par 56 anciens premiers ministres, ministres de la Défense ou des Affaires étrangères de 22 pays (20 pays membres de l'OTAN, plus le Japon et la Corée du Sud). Et c'est aussi, depuis longtemps, l'opinion de nombreux hauts responsables militaires à la retraite : dès 1996, 61 ex-généraux et ex-amiraux de 17 pays – dont 18 Russes et 17 Étasuniens – appelaient conjointement au désarmement nucléaire.

L'élimination complète des armes nucléaires permettrait de récupérer une partie des ressources énormes qui sont présentement accaparées par la production et l'entretien de ces armes et d'utiliser ces sommes – évaluées à 72,9 milliards de dollars US en 2019 seulement – pour les programmes d'action pour faire face à la crise climatique et pour répondre aux nombreux besoins fondamentaux de l'humanité (nourriture, logement, santé, éducation, etc.).

Section 6 => LE RÔLE DU CANADA

Depuis le moment où il a été l'un des trois pays impliqués dans la mise au point des premières bombes atomiques, jusqu'à aujourd'hui, le Canada a appuyé les préparatifs de guerre nucléaire.

Le Canada et le Projet Manhattan

Les gouvernements fédéraux successifs ont permis aux entreprises canadiennes de fabriquer et d'exporter des composants pour les armes nucléaires et leurs vecteurs.

En 1940, des chercheurs britanniques ont réalisé que l'uranium pouvait être « enrichi » pour devenir un puissant explosif nucléaire. L'année suivante, le Royaume-Uni et les États-Unis ont commencé à acheter de l'uranium canadien de la compagnie *Eldorado Mining and Refining Limited*. Cette coopération a été officialisée en août 1943, lorsque les États-Unis et le Royaume-Uni ont signé l'Accord de Québec pour développer conjointement la bombe atomique, avec l'aide du Canada. *Eldorado* a été convertie en société de la Couronne pour garantir l'approvisionnement en uranium extrait dans les Territoires du Nord-Ouest et pour raffiner, à ses installations de Port Hope, des quantités beaucoup plus importantes de minerai provenant du Congo belge, fournissant ainsi presque tout l'uranium raffiné nécessaire au Projet Manhattan. Pendant ce temps, le Conseil national de recherche du Canada accueillait une équipe internationale de scientifiques qui travaillèrent, dans un laboratoire secret de l'Université de Montréal, à la conception d'un puissant réacteur nucléaire de recherche pour produire du plutonium, le matériau fissile de la bombe de Nagasaki. En avril 1944, les États-Unis autorisèrent la construction d'un réacteur à Chalk River, en Ontario, pour démontrer que les réacteurs utilisant de l'eau lourde étaient bien adaptés à la production du plutonium. La *Consolidated Mining and Smelting Company* (maintenant Cominco), en Colombie-Britannique, a produit et fourni de l'eau lourde aux États-Unis pour le Projet Manhattan et a continué jusqu'en 1956.

Exportation de matières premières et de technologies canadiennes pour les armes nucléaires

Pendant deux décennies, de 1945 à 1965, le Canada a alimenté la course aux armements nucléaires en vendant suffisamment d'uranium aux États-Unis et au Royaume-Uni pour fabriquer 15 000 bombes nucléaires.

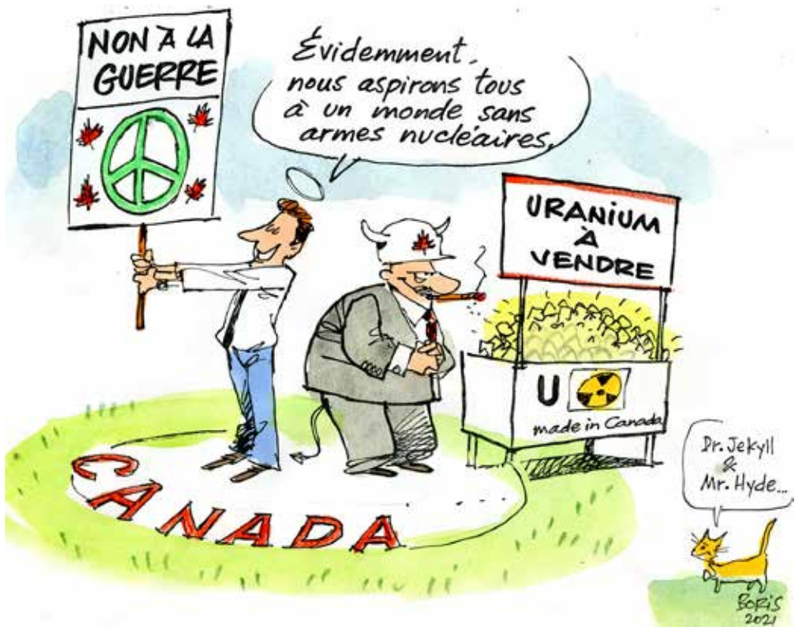
Les gouvernements fédéraux successifs ont permis aux entreprises canadiennes de fabriquer et d'exporter des composants pour les armes nucléaires et leurs vecteurs.

La technologie nucléaire canadienne a joué un rôle important dans la mise au point d'armes nucléaires par l'Inde. En 1956, le Canada a donné à l'Inde un réacteur de recherche nucléaire à eau lourde, que ce pays a ensuite utilisé pour produire le plutonium de la bombe atomique testée en 1974. De plus, les scientifiques français qui ont travaillé à la conception du réacteur qui a produit le plutonium pour les armes nucléaires d'Israël, se sont appuyés sur leur expérience au sein de l'équipe de recherche secrète de Montréal.

Soutien canadien aux préparatifs de guerre nucléaire

Le Canada a autorisé que son espace terrestre, maritime et aérien soit utilisé à divers préparatifs de guerre nucléaire, notamment par :

- la participation de 700 militaires canadiens à près de 30 essais d'armes nucléaires aux États-Unis et dans le Pacifique-Sud entre 1946 et 1963;
- le déploiement d'armes nucléaires étasuniennes sur des bases militaires des États-Unis à Terre-Neuve et dans l'Arctique canadien de 1950 à 1971;
- le déploiement de systèmes d'armes canadiens, équipés d'ogives nucléaires étasuniennes, sur des bases militaires canadiennes au Canada et en Allemagne de l'Ouest de 1963 à 1984;
- les visites de navires de guerre et de sous-marins étasuniens, potentiellement dotés d'armes nucléaires, dans les ports et les voies navigables du Canada;
- l'accès, pour les sous-marins nucléaires étasuniens, au site d'essai de torpilles de Nanoose Bay, en Colombie-Britannique;
- l'entretien de sites de communication pour les forces nucléaires;
- les essais, dans le Nord canadien, de missiles de croisière à lancement aérien pouvant porter des ogives nucléaires;
- l'utilisation de longs corridors en Colombie-Britannique, dans les Territoires du Nord-Ouest, en Alberta et en Ontario pour des vols d'entraînement de bombardiers stratégiques étasuniens et d'une vaste région de la péninsule Québec/Labrador pour la formation des pilotes de l'OTAN aux vols à très basse altitude.



Notez l'écart entre le soutien rhétorique du Canada à l'élimination mondiale des armes nucléaires, d'une part, et son inaction en matière de désarmement nucléaire et son refus de signer le Traité pour l'interdiction des armes nucléaires.

Politique canadienne sur les armes nucléaires : hypocrisie et « deux poids, deux mesures »

Les trois alliés les plus proches du Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, ont tous des arsenaux nucléaires, ce qui en fait, militairement, les pays les plus puissants de l'Occident. Depuis longtemps, les politiciens et les bureaucrates canadiens ont choisi d'entretenir la dépendance aux armes nucléaires de leurs alliés qui en sont dotés, en particulier les États-Unis. La propension de la politique canadienne en matière d'armes nucléaires à être déterminée par celle des États-Unis est claire au sein de l'OTAN – où le Canada est membre du Groupe des plans nucléaires – et même à l'ONU.

Une rare exception s'est produite en 1998, lorsque le Canada et l'Allemagne ont mené une mini-révolte de 12 alliés non dotés d'armes nucléaires qui se sont abstenus, refusant de voter contre une résolution de l'ONU sur le désarmement nucléaire que les États-Unis, le Royaume-Uni et la France voulaient voir battue. L'hypocrisie et les doubles standards de la politique canadienne sont évidents dans l'écart entre le soutien rhétorique du Canada à l'élimination mondiale des armes nucléaires, d'une part, et son inaction en matière de désarmement nucléaire ainsi que son opposition pure et simple à des mesures concrètes pour atteindre cet objectif, d'autre part. Par exemple, le Canada :

- a retiré son parrainage d'une résolution de l'ONU de 2005 visant à créer des groupes de travail de l'Assemblée générale sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires;
- a voté, en 2016, contre la résolution de l'ONU établissant le processus qui a conduit au Traité de 2021 sur l'interdiction des armes nucléaires, a boycotté ce processus de 2017 à 2020 et a refusé de signer le Traité;
- a voté contre les résolutions annuelles de l'ONU appelant Israël à renoncer aux armes nucléaires et à signer le TNP, et contre les résolutions tentant de mettre en place un processus concret vers l'établissement d'une zone libre d'armes nucléaires au Moyen-Orient, malgré son appui formel à une telle zone;
- a exprimé des critiques et voté des sanctions contre le programme nucléaire iranien tout en gardant le silence sur l'arsenal nucléaire d'Israël.

Plusieurs institutions financières canadiennes investissent dans la fabrication d'armes nucléaires. En 2019, huit de ces institutions avaient investi chacune plus de 500 millions de dollars US dans certaines des 18 plus importantes entreprises de l'industrie des armes nucléaires, pour un total combiné de 23,7 milliards. Cela comprend la Caisse de dépôt et placement du Québec, qui est aussi le premier actionnaire de CAE et qui participe ainsi au programme étasunien de remplacement des missiles balistiques intercontinentaux *Minuteman III*.

Section 7 => QUOI FAIRE ?

Vers une mobilisation citoyenne mondiale

La solution ne viendra pas du fait que nous aurons convaincu les dirigeant-e-s des puissances nucléaires de désarmer par des expertises plus poussées, des argumentations plus solides, des avis juridiques ou des traités supplémentaires. Elle ne peut venir que d'une mobilisation citoyenne qui ne leur laissera pas d'autre choix que celui du désarmement nucléaire total.

Notre stratégie doit prendre exemple sur celle du mouvement mobilisé face à l'urgence climatique, qui prend pour cible les plus grands émetteurs mondiaux de GES, tout en exigeant des réductions significatives dans chaque pays émetteur important. Dans le cas du péril nucléaire, cela veut dire :

(1) partout dans le monde : cibler les arsenaux des États-Unis et de la Russie

(2) dans chaque pays nucléaire : exiger son désarmement et

(3) dans chaque pays non-nucléaire de l'OTAN, dont le Canada : dénoncer ses positions pronucléaires et exiger la ratification du TIAN.

« On ne peut s'attendre des pouvoirs en place, publics comme privés, qu'ils prennent les mesures nécessaires pour résoudre ces crises, du moins s'ils ne sont pas contraints de le faire par une mobilisation populaire soutenue. »

— Noam Chomsky
Danger d'extinction

Braquer les projecteurs sur les pays occidentaux

En Amérique du Nord, ces objectifs ne vont pas de soi. Car nous vivons dans un flot croissant de propagande anti-Russie et anti-Chine, attribuant à ces pays des intentions de domination du « monde libre ». Cette propagande reflète la nouvelle stratégie militaire des États-Unis et, par conséquent, de l'OTAN. Elle vise à justifier des dépenses militaires astronomiques et à occulter les manœuvres d'encerclement de la part des puissances occidentales.

Nous devons déconstruire cette propagande et dénoncer ces actions qui accroissent le risque de confrontation directe et nucléaire. Il ne s'agit pas de présenter la Russie et la Chine comme des pays bienfaisants, mais de révéler ce qui s'est toujours caché derrière le discours occidental sur la démocratie, les droits individuels, le terrorisme et la « compétition » entre grandes puissances : une longue histoire d'appropriation des ressources, d'écrasement des luttes, de diktats, d'ingérence, d'intimidation et de guerres qui se poursuit encore aujourd'hui (Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Yémen, Iran, Venezuela, Bolivie, etc.).

Cette approche de la lutte pour le désarmement nucléaire ne se contente pas d'appeler à la résolution pacifique des « conflits ». Car cette terminologie a pour effet de masquer toute une histoire de colonialisme, d'impérialisme et de racisme, dont l'Occident n'a certainement pas le monopole mais dont il est clairement au centre depuis quelques siècles.

Engager une liaison stratégique avec le mouvement sur l'urgence climatique

Nous avons l'avantage qu'une mobilisation citoyenne internationale, préoccupée par l'urgence climatique, s'est déjà mise en marche pour exiger les changements nécessaires et qu'elle n'entend pas s'arrêter avant de les avoir obtenus. Ce type de mouvement est également indispensable pour réaliser le désarmement nucléaire. Et il l'est aussi pour remettre profondément en question le système de surproduction et de surconsommation qui nous entraîne vers l'épuisement des ressources de la Terre, la pollution tous azimuts et une nouvelle extinction de masse des espèces vivantes.

Comme tous ces enjeux sont interreliés et interpellent l'humanité avec la même urgence, nous n'avons pas le loisir de construire des mouvements citoyens mondiaux en parallèle. Pour cette raison, nous croyons qu'il est nécessaire que le mouvement antinucléaire se lie stratégiquement au mouvement climatique et travaille à y faire valoir l'urgence nucléaire pour qu'elle soit intégrée explicitement dans son combat pour la survie de l'humanité.

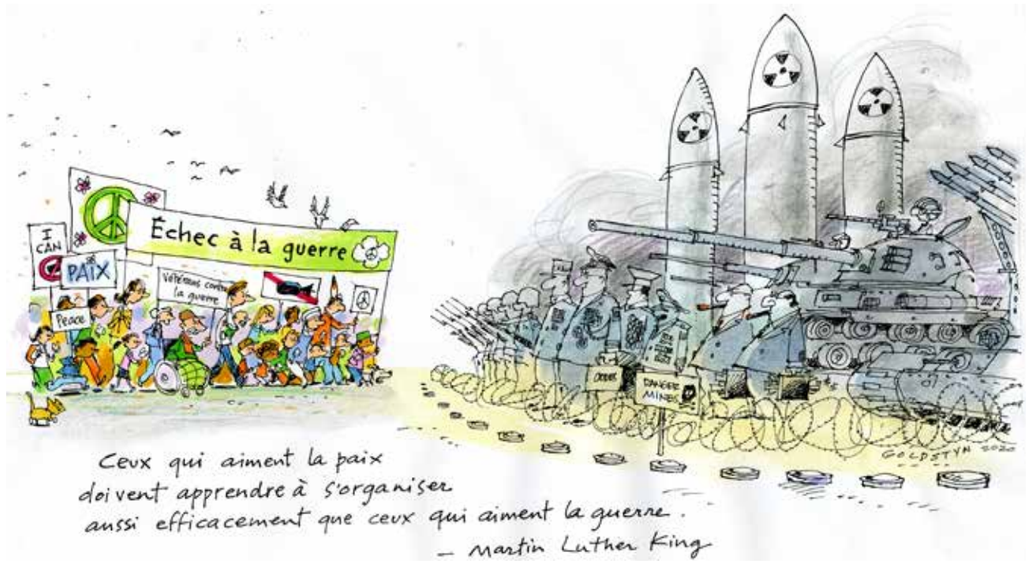
Nos pistes d'action

Au Québec, le *Collectif Échec à la guerre* renforcera son travail d'information sur l'histoire et les enjeux du péril nucléaire. Il travaillera de concert avec les mouvements antinucléaire et anti-guerre pancanadiens pour élaborer des revendications et un plan d'action communs. Et il consacrera des énergies à cette liaison nécessaire avec le mouvement climatique.

Réglage de l'horloge de l'Apocalypse de 1984 à 1987

Quelques gestes à la portée de toutes et tous

- consolider sa compréhension et sa motivation par d'autres lectures (https://echecalaguerre.org/armes-nucleaires-pour-en-savoir-plus/);
- pour celles et ceux qui sont déjà impliqués dans le mouvement en réponse à l'urgence climatique, y faire valoir que le péril nucléaire menace aussi la survie de l'humanité;
- réagir aux commentaires de son entourage qui semblent issus de la propagande anti-Russie et anti-Chine, en expliquant ce qui la sous-tend et les dangers qu'elle représente;
- faire circuler dans son réseau le fascicule et d'autres documents sur le péril nucléaire;
- organiser une séance d'information sur le péril nucléaire en y invitant une personne-ressource (en présence ou en webinaire);
- poser d'autres gestes : lettres ou commentaires aux médias ou à votre député-e, démarches auprès de la mairesse ou du maire de votre municipalité pour l'inviter à se joindre aux 8 013 maire-sse-s pour la paix dans le monde, dont 109 au Canada (13 au Québec), etc.
- devenir membre du *Collectif Échec à la guerre* et s'impliquer dans son travail.



Il est minuit moins 100 secondes

En janvier 2021, en raison des postures nucléaires de plus en plus agressives, des politiques défaillantes face aux changements climatiques et des campagnes de désinformation techniquement sophistiquées, les aiguilles de l'horloge de l'Apocalypse ont été maintenues à minuit moins 100 secondes, là où elles avaient été réglées en janvier 2020 : plus proches de l'apocalypse qu'elles ne l'ont jamais été, même au plus fort de la Guerre froide.

LE COLLECTIF
ÉCHEC à la GUERRE

https://echecalaguerre.org
facebook.com/echecalaguerre/
info@echecalaguerre.org
514 919-7249